

L'extrême-droite, ça ne s'essaie pas !



L'UNSA Éducation appelle à s'opposer à la candidate de l'extrême-droite. Pour cela, ni vote blanc, ni abstention. Il faudra mettre le bulletin du candidat républicain dans l'urne. C'est la seule solution pour protéger la République et la Démocratie. En effet l'extrême-droite, c'est de manière constante dans l'histoire l'instauration d'un régime autoritaire, la restriction des libertés publiques, des politiques discriminantes, xénophobes et racistes, et un projet incompatible avec les droits sociaux, les droits humains et les droits syndicaux que permet notre démocratie.

L'extrême-droite, ça ne s'essaie pas !

L'UNSA Éducation appelle à s'opposer à la candidate de l'extrême-droite. Pour cela, ni vote blanc, ni abstention. Il faudra mettre le bulletin du candidat républicain dans l'urne. C'est la seule solution pour protéger la République et la Démocratie. En effet l'extrême-droite, c'est de manière constante dans l'histoire l'instauration d'un régime autoritaire, la restriction des libertés publiques, des politiques discriminantes, xénophobes et racistes, et un projet incompatible avec les droits sociaux, les droits humains et les droits syndicaux que permet notre démocratie.

Notre fédération s'oppose également à la conception rétrograde de l'École portée par l'extrême-droite, aux antipodes du projet éducatif d'épanouissement, d'émancipation et d'autonomie porté par les syndicats de l'UNSA Éducation pour la jeunesse. Pour l'UNSA Éducation, l'extrême-droite, ça ne s'essaie pas, car la victoire de Marine Le Pen serait catastrophique pour tous les enjeux qui nous tiennent à cœur : en matière de mixité sociale et scolaire, de réduction des inégalités, de reconnaissance de l'engagement des personnels de la fonction publique ou encore pour le fonctionnement d'une démocratie sociale équilibrée. Il faut convaincre chaque électrice et chaque électeur que le programme de Marine Le Pen entraînera une régression sociale sans précédent et fragilisera la cohésion de notre pays.

De la responsabilité des forces politiques républicaines et du président sortant

Les forces politiques républicaines ont une responsabilité importante pour proposer des réponses aux problématiques réelles des citoyen·nes et faire en sorte que chacune et chacun trouve sa

place dans le projet républicain, sans laisser d'espace à l'extrême-droite. Le président de la République sortant porte la responsabilité de n'avoir pas contenu l'extrême-droite qui atteint un niveau record. Il doit absolument en prendre toute la mesure. Sans une volonté forte de relever le défi des multiples crises démocratiques et économiques qui gonflent depuis près de 40 ans les résultats de l'extrême-droite en France, nous ne faisons que repousser l'échéance de la prise du pouvoir par l'extrême-droite. Cette menace est forte ou déjà réelle dans plusieurs pays européens.

Le 24 avril, nous n'avons pas seulement besoin d'éviter le pire, nous avons besoin d'un sursaut pour que cette situation ne se reproduise plus. L'UNSA Éducation appelle à poursuivre la mobilisation citoyenne contre l'extrême-droite après le second tour : les fractures de notre société et les fragilités de notre système démocratique doivent être résolues avec la volonté de rassembler autour d'un pacte social fort et partagé, dans une réelle démocratie sociale.

Ivry sur Seine, le 12 avril 2022,

Frédéric MARCHAND, secrétaire général de l'UNSA
ÉducationaHR0cHMIM0EIMkYIMkZ3d3cudW5zYS1IZHVjYXRpb24uY29tJTJGYXJ0aWNsZS0IMkZkZWNV